CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 66.257/4
du 19 juin 2019

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif aux demandes d'inscription sur la liste de sauvegarde ou de radiation de celle-ci, de classement ou de déclassement d'un bien relevant du patrimoine immobilier'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 66.257/4
van 19 juni 2019

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de aanvragen tot inschrijving op de bewaarlijst of tot royering ervan, bescherming of tot opheffing van de bescherming van een onroerend goed dat deel uitmaakt van het onroerend erfgoed'

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

Le 21 mai 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif aux demandes d'inscription sur la liste de sauvegarde ou de radiation de celle-ci, de classement ou de déclassement d'un bien relevant du patrimoine immobilier'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 juin 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 juin 2019.

*

Op 21 mei 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de aanvragen tot inschrijving op de bewaarlijst of tot royering ervan, bescherming of tot opheffing van de bescherming van een onroerend goed dat deel uitmaakt van het onroerend erfgoed'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 19 juni 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 juni 2019.

*

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait qu'à la suite des élections du 26 mai 2019, celui-ci ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Il résulte en tout cas des articles 2, alinéa 2, 3, § 2, 4, 5, alinéa 2, et 6, § 2, du projet, que celui-ci implique des traitements de données à caractère personnel.

L'avis de l'Autorité de protection des données doit par conséquent être recueilli.

Il ne ressort d'aucune pièce du dossier joint à la demande d'avis que cette formalité aurait été accomplie. Il y sera veillé.

2. L'alinéa 6 du préambule mentionne

> « le rapport d'évaluation sur l'égalité des chances, appelé 'test d'égalité des chances', requis par l'article 2, § 1er, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances et par l'article 1er, § 1er, de l'arrêté du 22 novembre 2018 portant exécution de cette ordonnance, dont le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris connaissance en date du……. ; ».

Ce rapport ne figure pas au dossier communiqué à la section de législation.

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de la formalité requise et le préambule sera complété par la mention de la date de l'accomplissement de cette formalité.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 39 de la Constitution ne procure pas de fondement juridique à l'arrêté en projet.

L'alinéa 1er sera omis.

2. Par identité de motifs, l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, sera rédigé comme suit :

« Vu la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ; ».

3. L'alinéa 4, devenant l'alinéa 3, sera rédigé comme suit :

« Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, l'article 210, § 2, l'article 220, § 1er, l'article 222, § 1er, modifié par l'ordonnance du 14 mai 2009 et l'article 239, § 2 ; ».

DISPOSITIF

Article 2

1. L'article 2 prévoit que les demandes qu'il vise sont introduites « au moyen d'un formulaire mis à la disposition des demandeurs par l'Administration, notamment sur son site internet ». L'arrêté en projet définit ensuite le contenu minimum – et par conséquent, non exhaustif – de ce formulaire.

Il s'ensuit qu'en habilitant l'Administration à « mettre à disposition » des formulaires, la disposition à l'examen habilite en réalité celle-ci à les établir en ajoutant au contenu minimum fixé par l'arrêté en projet, conférant ainsi à l'Administration un pouvoir de nature réglementaire.

Or, comme la section de législation l'a souvent rappelé, il n'est pas admissible que les agents d'une administration soient investis de compétences de nature réglementaire [1].

[1] En ce sens, voir notamment l'avis n° 56.256/4 donné le 26 mai 2014 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'relatif à la gestion des terres excavées et modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux et du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/56256.pdf.

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

Par conséquent, soit l'arrêté en projet définit lui-même, par le biais d'une annexe, le modèle du formulaire concerné, soit l'habilitation conférée à l'administration par la disposition à l'examen est remplacée par une habilitation conférée au ministre compétent.

L'article 2 sera revu en conséquence.

Une observation identique vaut pour l'article 5.

2. À l'alinéa 2, 1°, a), phrase introductive, il convient de remplacer les mots « de l'article 222, § 1er, 4°, du CoBAT » par les mots « de l'article 210, § 2, alinéa 1er, 2°, ou 222, § 1er, alinéa 1er, 4°, du CoBAT ».

Article 3

Aux termes de l'article 3, § 2, 3°, a), du projet, les demandes émanant des associations sans but lucratif seront accompagnées d'« une copie des statuts publiés au *Moniteur belge* ou, si ceux-ci ont fait l'objet de modifications, de la dernière version des statuts coordonnés publiée au *Moniteur belge* ».

Ce faisant, l'auteur du projet ne s'inscrit pas dans une démarche de simplification administrative qui veut que, lorsqu'en vertu de la loi, la publicité et l'accès à des documents sont déjà organisés, la communication de tels documents ne soit plus exigée.

En vertu de l'article 26*novies*, § 1er, alinéas 1er et 2, de la loi du 27 juin 1921 'sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes' [2], il est tenu au greffe du tribunal de l'entreprise un dossier pour chaque association sans but lucratif belge ayant son siège dans l'arrondissement, dossier qui contient notamment les statuts de l'association, les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des administrateurs, leurs modifications, ainsi que leurs comptes annuels.

En outre, comme la section de législation l'a rappelé à de nombreuses reprises [3], en vertu des articles III.16, § 1er, 1°, et III.17 du Code de droit économique et de l'article 2:7 du Code des sociétés et des associations, toute personne morale est inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises [4] et se voit attribuer lors de son inscription un numéro

[2] Appelé à être remplacé par les articles 2:7 et 3:47 du Code des sociétés et des associations, applicables aux associations existantes à compter du 1er janvier 2020.

[3] Voir ainsi l'avis n° 62.397/4 donné le 22 novembre 2017 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 1er mars 2018 'insérant un Titre VIII dans le Livre Ier de la Deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'agrément des Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2017-2018, n° 993/1, pp. 9 à 11, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62397.pdf ; l'avis n° 59.761/2/V donné le 10 aout 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 'relatif à l'octroi de l'aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59761.pdf ; l'avis n° 58.231/4 donné le 21 octobre 2015 sur un projet devenu l'arrêté ministériel de la Région wallonne du 28 janvier 2016 'relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58231.pdf.

[4] Voir également l'article III.18, § 1er, du même Code.

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

d'entreprise, lequel est un numéro d'identification unique [5]. En vertu de l'article III.31 du même Code, des données visées à l'article III.29, § 1er, inscrites dans la Banque-Carrefour des Entreprises sont accessibles par un site internet libre d'accès, lequel permet l'accès de l'administration aux données détenues par d'autres départements [6].

Article 4

À l'article 4 du projet, les mots « conformément aux articles 2, 2° à 4°, et 3, § 1er, du présent arrêté » seront remplacés par les mots « conformément à l'article 2, alinéas 1er et 2, 2° à 4°, et 3, § 1er, du présent arrêté ».

Article 7

À l'article 7 du projet, les mots « conformément aux articles 6, § 1er, 2° et 3° et § 2, du présent arrêté » seront remplacés par les mots « conformément à l'article 5, alinéas 1er et 2, 2° à 4°, et 6, § 1er, du présent arrêté ».

Article 10

En vertu de l'article 344, alinéa 1er, 2°, de l'ordonnance du 30 novembre 2017 [7], les dispositions de cette ordonnance qui modifient le titre V du CoBAT entreront en vigueur le 1er septembre 2019.

---

[5] Voir dans le même sens l'avis n° 56.023/4 donné le 7 mai 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 'portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/56023.pdf, l'observation formulée sous l'article 61 ; l'avis n° 54.467/4 donné le 9 décembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret du 27 mars 2014 'modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en créant des services d'aide et de soins aux personnes prostituées', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2013-2014, n° 974/1, pp. 6 à 8, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54467.pdf ; l'avis n° 54.859/4 donné le 27 janvier 2014 sur un avant-projet devenu le décret du 3 avril 2014 'relatif aux arts plastiques' *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2013-2014, n° 620/1, pp. 42 à 53, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54859.pdf et l'avis n° 65.204/4 précité.

[6] Le numéro d'entreprise permet via la Banque-Carrefour des Entreprises la consultation des données enregistrées sur le site du SPF Justice. Voir, sur cet aspect, l'avis n° 54.467/4 donné le 9 décembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret du 27 mars 2014 'modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en créant des services d'aide et de soins aux personnes prostituées', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2013-2014, n° 974/1, pp. 6 à 8, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54467.pdf ; l'avis n° 54.802/4 donné le 29 janvier 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 'relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54802.pdf ; l'avis n° 54.859/4 donné le 27 janvier 2014 sur un avant-projet devenu le décret du 3 avril 2014 'relatif aux arts plastiques', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2013-2014, n° 620/1, pp. 42 à 53, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54859.pdf et l'avis n° 44.526/4 donné le 9 juin 2008 sur un avant-projet devenu le décret de la Commission communautaire française du 5 mars 2009 'relatif à l'offre de services ambulatoires dans le domaine de l'Action, de la Famille et de la Santé', *Doc. parl.*, Ass. Comm. Comm. fr., 2007-2008, n° 141/1, pp. 101 à 110, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/44526.pdf.

[7] Tel que cet article est modifié par l'ordonnance du 4 avril 2019 'modifiant l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes'.

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

Par conséquent, l'article 10 devrait être rédigé comme suit :

« Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 2019.

Les demandes d'inscription sur la liste de sauvegarde ou de radiation de la liste, de classement ou de déclassement d'un bien relevant du patrimoine immobilier introduites avant cette date restent régies par le régime antérieur ».

*

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de regering op het feit dat de regering ten gevolge van de verkiezingen van 26 mei 2019 sedert die datum niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)', gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit', te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Uit de artikelen 2, tweede lid, 3, § 2, 4, 5, tweede lid, en 6, § 2 van het ontwerp, blijkt in elk geval dat dat ontwerp de verwerking van persoonsgegevens impliceert.

Bijgevolg moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit ingewonnen worden.

Uit geen enkel stuk van het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, blijkt dat dit vormvereiste vervuld zou zijn. Er moet op toegezien worden dat het vervuld wordt.

2. In het zesde lid van de aanhef is er sprake van "het evaluatieverslag betreffende de gelijke kansen, 'gelijke kansentest' genoemd, zoals vereist door artikel 2, § 1, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest en door artikel 1, § 1, van het besluit van 22 november 2018 tot uitvoering van deze ordonnantie, waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis heeft genomen op …;".

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

Dat verslag bevindt zich niet in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplicht vormvereiste vervuld wordt en de aanhef moet vervolledigd worden met de vermelding van de datum waarop dat vormvereiste vervuld is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Artikel 39 van de Grondwet levert voor het ontworpen besluit geen rechtsgrond op.

Het eerste lid behoort te vervallen.

2. Om dezelfde redenen moet het tweede lid, dat het eerste lid wordt, gesteld worden als volgt:

"Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

3. Het vierde lid, dat het derde lid wordt, moet als volgt worden geredigeerd:

"Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, artikel 210, § 2, artikel 220, § 1, artikel 222, § 1, gewijzigd bij de ordonnantie van 14 mei 2009 en artikel 239, § 2;".

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Artikel 2 bepaalt dat de daarin beoogde aanvragen ingediend worden "door middel van het formulier dat het bestuur, met name op haar internetsite, aan de aanvragers ter beschikking stelt". Vervolgens wordt in het ontworpen besluit de minimale – en bijgevolg niet exhaustieve – inhoud van dat formulier omschreven.

Daaruit volgt dat de machtiging die in de voorliggende bepaling aan het Bestuur verleend wordt om formulieren "ter beschikking" te stellen, het Bestuur in werkelijkheid machtigt die formulieren op te stellen aangezien het de minimale inhoud kan aanvullen die in het ontworpen besluit vastgesteld wordt, waardoor dat bestuur aldus verordenende bevoegdheid krijgt.

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

Zoals de afdeling Wetgeving reeds herhaaldelijk opgemerkt heeft, is het onaanvaardbaar dat aan ambtenaren van een bestuur verordenende bevoegdheden gegeven worden.[1]

Bijgevolg moet het model van het formulier in kwestie, middels een bijlage, in het ontworpen besluit zelf vastgesteld worden, of moet de machtiging die bij de voorliggende bepaling aan het bestuur verleend wordt, vervangen worden door een machtiging aan de bevoegde minister.

Artikel 2 moet dienovereenkomstig herzien worden.

Eenzelfde opmerking geldt voor artikel 5.

2. In de inleidende zin van het tweede lid, 1°, a), dienen de woorden "van artikel 222, §1, 4 van het BWRO" vervangen te worden door de woorden "van artikel 210, § 2, eerste lid, 2°, of 222, § 1, eerste lid, 4°, van het BWRO".

Artikel 3

Luidens artikel 3, § 2, 3°, a), van het ontwerp, moeten de aanvragen uitgaande van verenigingen zonder winstoogmerk vergezeld worden van "een kopie van de statuten gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad of, indien deze zijn gewijzigd, de laatste versie van de gecoördineerde statuten gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad".

Door dat te bepalen, wijkt de steller van het ontwerp af van de principes aangaande administratieve vereenvoudiging krachtens welke, wanneer de bekendmaking en de toegang tot de documenten al bij wet geregeld zijn, de mededeling van dergelijke documenten niet meer vereist is.

Overeenkomstig artikel 26*novies*, § 1, eerste en tweede lid, van de wet van 27 juni 1921 'betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen',[2] wordt op de griffie van de ondernemingsrechtbank een dossier gehouden voor iedere Belgische vereniging zonder winstoogmerk die haar zetel heeft in het arrondissement, met daarin onder andere de statuten van de vereniging, de akten betreffende de benoeming of de ambtsbeëindiging van de bestuurders, de wijzigingen ervan alsook de jaarrekeningen.

[1] Zie in die zin inzonderheid advies 56.256/4, op 26 mei 2014 verstrekt over een ontwerp van besluit van de Waalse Regering 'relatif à la gestion des terres excavées et modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux et du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/56256.pdf.

[2] Dat vervangen moet worden door de artikelen 2:7 en 3:47 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, die met ingang van 1 januari 2020 toepasselijk zijn op de bestaande verenigingen.

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

Bovendien wordt, zoals de afdeling Wetgeving reeds herhaaldelijk opgemerkt heeft,[3] elke rechtspersoon overeenkomstig de artikelen III.16, § 1, 1°, en III.17 van het Wetboek van economisch recht en artikel 2:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen[4] en krijgt hij bij zijn inschrijving een uniek ondernemingsnummer ter identificatie.[5] Overeenkomstig artikel III.31 van hetzelfde Wetboek zijn de in artikel III.29, § 1, beoogde gegevens die opgenomen zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen raadpleegbaar via een vrij toegankelijke website, die het bestuur toegang verleent tot de gegevens die bijgehouden worden door andere departementen.[6]

Artikel 4

In artikel 4 van het ontwerp moeten de woorden "overeenkomstig de artikelen 2, 2° tot 4° en 3, § 1 van dit besluit" vervangen worden door de woorden "overeenkomstig artikel 2, eerste en tweede lid, 2° tot 4°, en 3, § 1, van dit besluit".

[3] Zie aldus advies 62.397/4, op 22 november 2017 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 1 maart 2018 'tot invoeging van een Titel VIII in boek I van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de erkenning van de diensten en de voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld', *Parl.St.* W.Parl. 2017-18, nr. 993/1, 9 tot 11, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62397.pdf; advies 59.761/2/V, op 10 augustus 2016 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 'betreffende de toekenning van de opstartsteun voor de producentengroeperingen en -organisaties in de landbouwsector', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/59761.pdf; advies 58.231/4, op 21 oktober 2015 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 'betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58231.pdf.

[4] Zie eveneens artikel III.18, § 1er, van hetzelfde Wetboek.

[5] Zie in dezelfde zin advies 56.023/4, op 7 mei 2014 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 'Besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/56023.pdf, opmerking bij artikel 61; advies 54.467/4, op 9 december 2013 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 27 maart 2014 'tot wijziging van sommige bepalingen van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid door zorg- en hulpverleningsdiensten voor geprostitueerde personen op te richten', *Parl.St.* W.Parl. 2013-14, nr. 974/1, 6 tot 8, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54467.pdf; advies 54.859/4, op 27 januari 2014 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 3 april 2014 'betreffende de beeldende kunsten' *Parl.St.* Fr.Parl. 2013-14, nr. 620/1, 42 tot 53, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54859.pdf en het voornoemde advies 65.204/4.

[6] Met het ondernemingsnummer kunnen via de Kruispuntbank van Ondernemingen de gegevens geraadpleegd worden die geregistreerd zijn op de website van de FOD Justitie. Zie in verband met dat aspect advies 54.467/4, op 9 december 2013 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 27 maart 2014 'tot wijziging van sommige bepalingen van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid door zorg- en hulpverleningsdiensten voor geprostitueerde personen op te richten', *Parl.St.* W.Parl. 2013-14, nr. 974/1, 6 tot 8, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54467.pdf; advies 54.802/4, op 29 januari 2014 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 'betreffende de erkennings- en werkingsmodaliteiten van de jachtraden', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54802.pdf; advies 54.859/4, op 27 januari 2014 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 3 april 2014 'betreffende de beeldende kunsten' *Parl.St.* Fr.Parl. 2013-14, nr. 620/1, 42 tot 53, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54859.pdf en advies 44.526/4, op 9 juni 2008 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 maart 2009 'betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid', *Parl.St.* Verg.Fr.Gem.Com. 2007-08, nr. 141/1, 101 tot 110, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/44526.pdf.

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡

Artikel 7

In artikel 7 van het ontwerp moeten de woorden "overeenkomstig de artikelen 6, 2° en 3°, en § 2 van dit besluit" vervangen worden door de woorden "overeenkomstig artikel 5, eerste en tweede lid, 2° tot 4°, en 6, § 1, van dit besluit".

Artikel 10

Overeenkomstig artikel 344, eerste lid, 2°, van de ordonnantie van 30 november 2017,[7] treden de bepalingen van die ordonnantie die strekken tot wijziging van titel V van het BWRO in werking op 1 september 2019.

Bijgevolg zou artikel 10 gesteld moeten worden als volgt:

"Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

Voor de aanvragen tot inschrijving op de bewaarlijst of tot royering van de lijst, tot bescherming of tot opheffing van de bescherming van een onroerend goed dat behoort tot het onroerend erfgoed die voor die datum worden ingediend, blijft de vroegere regeling van toepassing."

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Martine BAGUET

[7] Zoals dat artikel gewijzigd is bij de ordonnantie van 4 april 2019 'tot wijziging van de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen'.

‡LW-ADHTIFHDC-GGCFHVT‡